

DEC211577DR01

**Décision portant délégation de signature à Madame Basma Daouadi Guinefollau, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité GDR2093 intitulé « Groupe de recherche sur l'action multilatérale » (GRAM)**

## **LE DIRECTEUR D'UNITE,**

**Vu** le code de la commande publique et ses textes d'application ;

**Vu** le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

**Vu** la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

**Vu** la décision décision DEC191251DGDS du 19 décembre 2019 portant création du GDR2093 intitulé « Groupe de recherche sur l'action multilatérale » (GRAM), dont le directeur est Monsieur Frédéric Ramel ;

## **DECIDE :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Délégation est donnée à Madame Basma Daouadi Guinefollau, assimilée catégorie A de la fonction publique, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée<sup>1</sup>.

### **Article 2**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Basma Daouadi Guinefollau, délégation est donnée à Madame Ewa Kulesza, assimilée catégorie A de la fonction publique, aux fins mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> de la présente décision.

### **Article 3**

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

### **Article 4**

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 15 mars 2021

Le directeur d'unité  
Frédéric Ramel

---

<sup>1</sup> Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€ HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.